

◆ LES ACTUALITÉS ◆

Ottawa sabre le programme ÉnerGuide

L'ardeur du gouvernement Harper à couper dans tout ce qui touche aux changements climatiques s'intensifie et risque de freiner sérieusement la mise en place d'un plan québécois de lutte contre les changements climatiques. Mais cette «hécatombe» risque de rapprocher les grandes provinces émettrices.

LOUIS-GILLES
FRANÇOEUR

Le gouvernement Harper planifie pour plus d'un milliard de nouvelles compressions dans des programmes reliés à la lutte contre les changements climatiques, allant jusqu'à mettre la hache dans l'un des plus vieux programmes d'amélioration de l'enveloppe thermique des maisons, le programme ÉnerGuide.

C'est ce que *Le Devoir* a appris de sources bien informées, qui ont ajouté qu'en plus d'ÉnerGuide, deux autres programmes liés aux changements climatiques s'en allaient au hachoir. Il s'agit d'abord du Programme d'encouragement à la production d'énergie renouvelable, qui finançait 1500 MW d'énergies alternatives autres que l'éolien. La deuxième cible du gouvernement Harper est l'Initiative des villes durables (IVD), un programme qui finançait des projets pour réduire le bilan énergétique et environnemental des villes canadiennes.

Le programme ÉnerGuide, qui relève de l'Office de l'efficacité énergétique, englobe plusieurs sous-programmes dotés d'une en-

veloppe globale qui dépasse le demi-milliard. On y trouve un volet touchant les tests sur l'efficacité énergétique des maisons, doté d'un budget de 227 millions, et un volet encore plus substantiel qui s'adresse aux ménages défavorisés, dont le budget dépasse les 500 millions sur plusieurs années.

Un des volets les plus populaires d'ÉnerGuide consiste à offrir aux propriétaires et aux locataires la possibilité de faire réaliser des tests d'infiltrométrie dans leur résidence ou logement. Ce test, qui détermine s'il y a un niveau d'infiltration anormal de l'air extérieur dans une résidence, est en partie payé par le gouvernement fédéral. Ce test est même entièrement payé, dans le cas de ménages à faibles revenus. Cette vérification de l'isolation constitue un préalable pour qu'un propriétaire se qualifie aux nombreux programmes provinciaux et fédéraux d'aide à la rénovation.

Ces compressions s'ajoutent aux 538 millions que l'Ontario ne recevra pas du gouvernement fédéral pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de ses centrales au charbon, parmi les pires sources de GES au Canada. Cette

nouvelle compression a été révélée hier par *The Globe and Mail*, qui rapportait les échanges entre les ministres fédéral et ontarien des Finances sur la question.

Au Québec, où le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude Béchard, tente d'accélérer la mise au point d'un plan d'action sans attendre Ottawa, on est de plus en plus inquiet.

«Il n'y a rien là pour nous rassurer», confiait hier au *Devoir* une source gouvernementale.

Mais ces dernières révélations vont avoir pour résultat d'allonger la liste des sujets que le ministre Béchard et son homologue ontarien, la ministre de l'Environnement, Laurel Broten, vont aborder lors d'une prochaine rencontre.

Le principal danger, conclut cette source autorisée, c'est que, dans son désir de tout remettre en question pour élaborer un plan typiquement canadien, le gouvernement fédéral prenne trop de temps et ne dévoile ses solutions qu'à l'hiver prochain. Avec des élections au printemps, un nouveau ministre fédéral de l'Environnement et la classique révision des dossiers, le Canada risque de rester au neutre dans le dossier des changements climatiques pendant près d'un an et demi, ce qui l'amènerait irrémédiablement à rater ses premiers objectifs de réductions, prévus pour 2008.